L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Paru dans ***Informations ouvrières*** n° 538, semaine du 31 janvier au 6 février 2019

Droit de manifester : les avocats s'insurgent contre la nouvelle loi Macron

Mardi 29 janvier, le débat est lancé à l'Assemblée nationale sur une loi dite « anticasseurs ». Or il s'agit de tout autre chose. De la liberté de manifester, donc de la démocratie. Macron-Philippe, face à la mobilisation qui s'élargit, poursuivent la répression. Pour sa part, le Syndicat des avocats de France estime que la loi « anticasseurs », *« les mesures proposées, par leur portée générale et la possibilité de les utiliser contre tout manifestant dont un agent de police estimerait le comportement douteux, visent bien tous les manifestants (…). Il s'agit d'une loi générale contre l'exercice d'une liberté publique.*

Le gouvernement s'attaque ici à un pilier de la démocratie : le droit de manifester, droit constitutionnel à titre de composante essentielle de la liberté d'expression. »

Déclaration du Parti ouvrier indépendant

Non à la violence et à la répression d'État !

Une nouvelle fois, répression brutale ce samedi 26 janvier, à l'occasion de « l'acte XI » des Gilets jaunes. Une nouvelle fois, plusieurs manifestants blessés, certains gravement.

Depuis le 17 novembre et le début de la mobilisation des Gilets jaunes : près de six mille personnes ont été placées en garde à vue. Rien qu'à Paris, plus de la moitié de ces gardes à vue ont débouché sur un classement sans suite, ce qui témoigne de l'arbitraire mis en œuvre par le gouvernement.

On dénombre plus de deux mille blessés dont plus de cent blessés graves, comme, le week-end dernier, Jérôme Rodrigues. Certains sont mutilés à vie, notamment par des tirs à bout portant de balles de défense. Des dizaines de manifestants ont perdu un œil, d'autres ont eu une main arrachée…

Qui est responsable de cette violence ? Qui l'utilise pour tenter de faire refluer l'immense colère qui s'exprime dans le pays ?

Qui sinon Macron et son gouvernement qui, à chaque manifestation, depuis plus de deux mois, mettent le pays en état de siège ?

Qui sinon ce gouvernement qui répète qu'il entend maintenir l'intégralité de ses orientations et qui prétend répondre aux exigences démocratiques et sociales de millions de travailleurs par un « grand débat » dont le seul objectif, dans la logique corporatiste et bonapartiste des institutions de la Ve République, est que tous, partis, élus, organisations syndicales, s'associent à la tentative de sauvetage d'un régime et d'une politique entièrement au service du capital financier ?

Le POI dénonce fermement la violence d'État qui s'abat sur les Gilets jaunes, comme elle s'était abattue sur les travailleurs mobilisés contre la loi travail de Hollande.

Plus que jamais, deux camps s'opposent.

D'un côté, un gouvernement en crise, fragilisé mais qui entend poursuivre sa politique de destruction de toutes les conquêtes ouvrières au profit du capital financier, et qui s'appuie pour le faire sur les institutions antidémocratiques de la Ve République.

De l'autre, l'immense majorité qui dit : « Ça suffit ! »

Le POI, dans la continuité de la déclaration adoptée par son bureau national le 19 janvier dernier, réaffirme :

« Ouvrir une issue démocratique exige d'aider au rassemblement de toutes les forces de la classe entraînant la masse de la population laborieuse pour imposer la loi de la majorité au capital financier et aux institutions à son service. C'est tout l'objectif des comités de résistance et de reconquête que les militants du POI, aux côtés de militants politiques de toutes tendances, de syndicalistes, de Gilets jaunes, d'élus, œuvrent à organiser et à structurer dans tout le pays. »

Secrétariat permanent national
du POI,
lundi 28 janvier 2019

■ Haute-Loire : appel commun Gilets jaunes, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires

Gilets jaunes et syndicats, mêmes revendications, même combat !

« Tous ensemble pour gagner dès le 5 février. Rejoignez-nous ! »

« La colère des Gilets jaunes est légitime, c'est celle de la population, c'est le refus de l'austérité. Ne lâchons pas ! Il ne faut pas que le président des riches puisse appliquer son programme de démolition des retraites, de la fonction publique, des droits des chômeurs, de la protection sociale et des libertés.

L'argent ne manque pas puisque, en France, 32 milliardaires possèdent autant que les 29 millions de Français les plus pauvres (Oxfam). Les dividendes versés aux actionnaires explosent, de plus, ils sont gavés d'argent public : CICE, ISF… et 100 milliards d'évasion fiscale.

Stop au racket, au profit d'une minorité de privilégiés, il faut rétablir la justice sociale (…) !

Dans l'unité, nous appelons à la grève et à la manifestation, pour imposer nos revendications.

Tous ensemble on lâche rien !

Mardi 5 février, 10 h 30, place Cadelade au Puy-en-Velay.

Pour préparer cette action, pour aller plus loin ensemble, organisons partout sur les ronds-points, sur les lieux de travail, dans les localités, des assemblées communes, pour échanger, dialoguer, décider. » ■

Toulouse, 26 janvier. Correspondant

■ 24 janvier
Lors d'une réunion de coordination des Gilets jaunes d'Île-de-France

« Près de deux cents personnes étaient réunies à Montreuil ce 24 janvier, dont des représentants de comités qui s'étaient vraiment réunis et avaient désigné leurs délégués que des délégués.
Dans une atmosphère parfois confuse, une véritable discussion politique a eu lieu ; sur la grève du 5 février, sur la place des organisations syndicales…
Les militants CGT (dont moi) qui intervenaient étaient applaudis. Pour ma part, je suis intervenu sur la distinction entre l'attitude des directions syndicales et la volonté d'unité à la base qui se manifeste par les prises de position de sections, d'unions départementales ou de fédérations qui appelaient à l'unité entre Gilets jaunes et travailleurs dans les entreprises et cela a été bien reçu.
Le « grand débat » de Macron est rejeté par tous et une motion a été présentée par un participant et votée à l'unanimité contre la présentation de listes aux européennes.
La volonté de contrôler l'action et de ne pas une nouvelle fois se faire berner s'est exprimée malgré le caractère encore confus du cadre. »

■ 26 janvier
Assemblée des assemblées de Commercy (Meuse)

Soixante-douze délégations de ronds-points, de localités, de départements ont répondu présentes. Plus de deux cent cinquante personnes s'étaient déplacées.

APPEL DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES (EXTRAITS)

« Nous, Gilets jaunes (…), appelons (...) à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main (…) ! N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines "assemblées des assemblées", que nous préparons d'ores et déjà. Macron, démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple (…). » ■

Correspondante

Les Gilets jaunes de Saint-Nazaire ont pris un local vide, rebaptisé « maison du peuple ». Ceux de Strasbourg se réunissent en assemblée générale tous les samedis. Deux cents à quatre cents personnes se regroupent pour voter les actions de l'après-midi.
La déléguée de la Drôme raconte le combat hebdomadaire pour tenir le rond-point.
Ils étaient plus d'une centaine sur le rond-point pour le Nouvel An. En Isère, un rond-point est occupé de 7 heures à 22 heures et la cabane est montée le matin et démontée le soir. C'est un lieu de débats et de recueil des doléances.
Dans la Haute-Saône, des groupes sont sur des ronds-points tous les vingt kilomètres.
En Alsace, à Horbourg-Wihr, les Gilets jaunes organisent des manifestations avec les Gilets jaunes allemands.

LES REVENDICATIONS ET LES PERSPECTIVES

Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité de bloquer l'économie à travers plusieurs initiatives : le blocage de points stratégiques (ce que certains font déjà depuis novembre) et la grève générale, en particulier à partir du 5 février. Une des délégués, se présentant comme Gilet jaune et déléguée syndicale, a insisté sur le fait que la grève se construisait pas à pas, le syndicat étant un outil pour informer et réunir. Elle a ajouté que les grèves se décident en assemblée générale dans les boîtes autant que dans les assemblées générales de Gilets jaunes, appelant à l'unité. Un délégué a condamné l'attitude des directions des organisations syndicales et a insisté sur la nécessité de rester indépendant.
Outre l'arrêt de la répression, le retrait de la loi anticasseurs et l'augmentation générale des salaires, indiscutables, les principales revendications exprimées par le mouvement ont été réaffirmées.

● 26 JANVIER : ACTE X DES GILET JAUNES ● Entendu dans la manifestation de Lyon

« Il est grand-temps de faire la "vraie" démocratie »

**« Sur le grand débat, on n'est pas dupe ! C'est une campagne électorale de Macron pour les européennes.
On nous demande d'aller remplir des cahiers de doléances en mairie pour donner un avis sur des sujets bien précis, alors que ça va faire trois mois que nous les hurlons haut et fort.
Les gens veulent prendre en main leur destin et casser la roue de la décadence politique des quarante ou trente dernières années !
Ils ont surtout compris que la règle actuelle, la Constitution de la Ve République, ne fonctionne plus, et qu'il est grand-temps de faire la "vraie" démocratie, qui mettrait enfin le politique au service du peuple et non l'inverse. »**

☐ **5 numéros "découverte" à *Informations ouvrières*** : 7 euros

Nom ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières.*

Pour tout contact : Parti Ouvrier Indépendant 67, 9 rue de Labaroche, bât. 5, 67100 STRASBOURG - poi.bas.rhin@gmail.com

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Paru dans ***Informations ouvrières*** n° 537, semaine du 24 au 30 janvier 2019

● Toulouse : 15 000 manifestants le 19 janvier

Correspondant

Samedi 19 janvier, place Arnaud-Bernard, 14 heures, c'est l'heure du rendez-vous, les militants de la CGT arrivent par petits groupes, discutent car la rencontre avec les Gilets jaunes est attendue. Les drapeaux sont déployés, le cortège se met en route en scandant « augmentation des salaires et des retraites ». Cette fois encore la jonction avec les Gilets jaunes va se faire très rapidement. Les deux cortèges cheminent l'un vers l'autre en scandant *« tous ensemble, tous ensemble ! »*, *« Macron démission ! »* et forment un cortège unique, massif, beaucoup plus important que samedi dernier, 15 000 selon les organisateurs. Les jeunes, les étudiants sont venus en très grand nombre mais tous les âges sont représentés. De nombreuses banderoles sur lesquelles on peut lire : *« Le grand débat, on le fait tous les week-end dans la rue »*, *« En Marche ou crève »*, *« La brutale démocratie »*, *« Jeunes et Gilets jaunes tous ensemble »*…

> « Le grand débat, on le fait tous les week-end dans la rue. »

Un groupe de Gilets jaunes brandit un calicot avec : *« Rendez-nous notre pognon »*, des pancartes *« Monsieur Macron, faites un effort, partez ! »*, des photos de visages mutilés par les tirs de lanceurs de flash-balls sont collées sur des pancartes et dénoncent, par là même, la barbarie de la répression gouvernementale (…). ■

■ Lu dans l'appel à manifester avec les Gilets jaunes de l'union départementale de la CGT de la Haute-Garonne

« Pas de débat ni de blabla, dans la grève et dans la rue pour construire le rapport de force qui fera céder le gouvernement et payer le patronat. Samedi 19 janvier, 14 heures, place Arnaud-Bernard (…). Aujourd'hui, il est possible de faire bouger les lignes (…). Alors, allons-y partout, débattons de la grève pour bloquer l'économie, car si nous pensons pouvoir stopper les attaques contre les retraites et la fonction publique une fois ce mouvement éteint, nous prenons un risque énorme. »

■ Communiqué des fédérations CGT, FO, CFDT, SUD, CFTC et CFE-CGC des organismes de la Sécurité sociale

«Le 18 décembre 2018, les employés et cadres des organismes de Sécurité sociale ont massivement fait grève. Dans un contexte de crise sociale où dans tout le pays les salariés, les retraités, la jeunesse expriment une profonde colère et se dressent pour obtenir leurs revendications, les seules réponses apportées par le gouvernement sont :

– la répression policière, à un niveau jamais vu, visant à mettre un terme à l'expression des revendications ;

– l'organisation d'un "grand débat national" sous l'égide du président de la République.

Les fédérations condamnent la répression et considèrent que ce "grand débat national" n'a pas pour objectif de répondre aux revendications des salariés, mais de permettre au gouvernement de mener à bien ses contre-réformes (retraite, assurance chômage, démantèlement de notre Sécurité sociale…). Ce "grand débat national" ne répond pas à nos légitimes revendications. Les fédérations n'ont pas vocation à y participer (…).

Les fédérations estiment qu'il est indispensable d'ouvrir la discussion avec le personnel, sur la meilleure façon d'élever le rapport de force pour faire reculer le président de la République et son gouvernement afin de gagner sur nos revendications.

C'est pourquoi elles appellent leurs syndicats à organiser dans tous les organismes des assemblées, des réunions avec le personnel pour discuter et débattre de la construction d'une mobilisation à la hauteur des attaques.

C'est dans cette perspective que les fédérations décident d'appeler à la grève le 29 janvier 2019. À l'issue de cette grève, si le gouvernement refuse de répondre aux revendications, l'action se poursuivra et la question d'organiser une large délégation du personnel avec ses syndicats à l'Élysée se posera… »

Déclaration du bureau national du **Parti ouvrier indépendant** du 19 janvier 2019 (extraits)

« Ça suffit ! On n'en peut plus, on n'en veut plus ! »

Une nouvelle situation s'est ouverte. Voilà deux mois qu'ont surgi les Gilets jaunes, ces jeunes, ces travailleurs, ces mères de familles, ces retraités qui, chaque samedi, disent tout haut la colère de la population de ce pays. Voilà deux mois qu'ils se rassemblent pour dire : « Ça suffit ! On n'en peut plus, on n'en veut plus ! »

Le bureau national du POI dénonce la violence d'État qui s'abat sur les Gilets jaunes, comme elle s'était abattue sur les manifestants contre la loi travail de Macron, contre la loi travail de Hollande et qui menace les libertés démocratiques les plus fondamentales, au premier rang desquelles le droit de manifester.

Il apporte son soutien aux centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de retraités qui, depuis le 17 novembre, manifestent au cri de « Macron démission ! », ciblant un régime, des institutions qui, depuis des années, tous gouvernements confondus, de droite comme de gauche, nous étranglent, s'acharnant à détruire toute l'architecture économique et sociale du pays au compte des puissants, de la finance.

Oui, « ça suffit ! On n'en peut plus, on n'en veut plus ! »

Assez de ces fausses alternances politiques qui ne changent rien !

Assez de ce viol permanent de la démocratie, assez de ces creuses paroles électorales promettant une fois tous les cinq ans des jours meilleurs, suivies immanquablement de la poursuite de la même politique !

Assez de ces monarques-présidents et de leur cour, impitoyables envers les « petits », mais serviles envers le capital qui s'engraisse comme jamais de l'exploitation du travail, de la misère, de la précarité…

Assez de ces exonérations fiscales et sociales au bénéfice des grandes fortunes et du capital, qui nourrissent les profits monstrueux du CAC 40 !

En s'acharnant à démanteler pierre par pierre tout l'édifice des conquêtes ouvrières (Code du travail, statuts, Sécurité sociale, retraites, école publique, services publics, etc.) gagnées de haute lutte par les générations précédentes, notamment des conquêtes de 1936 et 1945, ils mènent le pays à la déchéance et au chaos.

Ce sont toutes ces questions que pose au grand jour le surgissement des Gilets jaunes (…). ■

● Entrevue avec **Edline Bianco,** Gilet jaune dans l'Hérault

Bonjour Edline, tu es Gilet jaune depuis le début, quel est le ressenti de ceux qui tiennent les ronds-points face au grand débat organisé par Macron ?
Le sentiment des GJ sur les ronds-points est le même que celui du peuple, le même que celui des maires que j'ai rencontrés, le même que celui de tous ceux avec qui j'ai l'occasion de parler, le même que tous ceux qui témoignent par écrit ou par vidéo : ineptie.

Tu as participé à des délégations auprès des syndicats, y a-t-il un début de dynamique ?
Je suis venue à quatre occasions : manif' CGT devant le Medef, invitation à participer au CLRR, visite aux maisons des syndicats (proposition nationale du 10 janvier), visite inopinée à une rencontre CGT dans les locaux du *Midi libre*. Je ne me suis jamais sentie « en délégation », je viens toujours à titre personnel, je me bats pour le bien commun. Cette phrase ne peut pas être découpée, le bien commun n'existe pas sans les corps humains qui l'exigent. La dynamique est dans les syndicats, portée par les courageux qui voient qu'une fenêtre a été ouverte, un avenir enfin, une sorte d'union sacrée. À chacun de faire le job, d'être à la hauteur de la condition humaine, comme tous les jours.

[Concernant le grand débat], « le sentiment des GJ sur les ronds-points est le même que celui du peuple (…) : une ineptie. »

Comment ont été perçues les réponses de Macron depuis le début du soulèvement ?
Personne n'écoute Macron. J'ai un ami qui a changé son message d'absence par « *Bonjour ! Vous êtes bien sur le répondeur d'Emmanuel Macron. Vous pouvez me laisser un message, mais personne ne l'écoutera !* » Ce n'est pas tout à fait exact : certains l'écoutent et font des montages des meilleurs moments, avec une analyse de texte et ça, oui, ça s'écoute. À titre personnel, je n'ai pas écouté son allocution aux Français le soir du 10 décembre. J'ai attendu que sorte une version Youtube qui m'a permis de faire des arrêts et des retours quand nécessaire, et surtout de le faire morceau par morceau pour ne pas péter quelque chose.

Il est beaucoup question des institutions et de l'État dans les débats, les assemblées générales notamment. Il semble qu'une politisation, au bon sens du terme, commence à se faire.
Je ne comprends pas cette question. Est-ce qu'elle sous-entend que c'est seulement après deux mois de mobilisation que les gens parlent enfin des vrais problèmes ? Le premier samedi, on s'est retrouvé deux cents sous le préau de l'Éléphant bleu, c'est vrai qu'on n'a pas vraiment parlé entre nous, on était joyeux d'être si nombreux, si divers et si pareils. Le second samedi, on échangeait déjà sur le CICE, les politiques depuis quarante ans, les trahisons successives de tous les grands corps, etc. Chacun selon ses connaissances, avec une grande intuition et un sens de la justice exacerbé. Ce mouvement est politique depuis le début : peuple souverain, y a-t-il question politique plus radicale ?

■

● ESSONNE

Dans une réunion de Gilets jaunes…

Le 18 janvier, une réunion départementale des gilets jaunes a réuni dans l'Essonne plus de six cents personnes. À la tribune, Power Point et écran géant à l'appui, Priscillia Ludosky était venue présenter sa nouvelle pétition lancée à la veille du grand débat national. Elle réclame : la mise en place du référendum d'initiative citoyenne, une baisse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité comme « *l'énergie, le logement, les transports, les produits alimentaires et les vêtements* ». Troisième point : une « *baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires* ».
Dans la salle, si certains se disent favorables au RIC, pour « une vraie démocratie directe », les participants ne cachent pas leurs doutes :
« *Un président qui dit "je maintiens tout", qui tire sur les manifestants, j'ai du mal à croire qu'il respectera le peuple. C'est à nous d'écrire une nouvelle Constitution.*
– *Vous croyez vraiment que Macron va répondre à nos revendications alors qu'il tente d'intégrer tout le monde dans le débat national ? Moi je vous le dis, il faut snober le grand débat et dégager l'équipe d'escrocs qui est au gouvernement.*
– *La baisse des taxes et des impôts sur les produits de première nécessité, OK, on pourra bouffer un peu plus de leurs produits de merde. Mais où est passée la revendication sur les salaires ? Il y en a assez des salaires de misère !* »

■

« Retour sur la grande mascarade de Souillac »

Transcription de la vidéo de René Revol, maire de Grabels (Hérault), vue plus de 1,5 million de fois, à propos du « débat » organisé par Macron, le 18 janvier, auquel étaient conviés des élus de la région Occitanie, à Souillac, commune du Lot placée dans un véritable état de siège.

« Voilà, on sort ce soir de la réunion des maires (…). À quoi a-t-on assisté ? À un prétendu débat : le président Macron a eu l'audace de dire que c'était un "débat sans filtre". Or il n'y a eu que des filtres.
Premier filtre : aucun citoyen présent sur des barrages à plus de 10 kilomètres, des contrôles d'identité dans tous les sens et, une fois arrivés dans la salle, j'ai demandé à pouvoir intervenir évidemment, mais qui présidait le débat ? Un ministre ! Je ne vois pas en quoi il est indépendant pour présider un débat !
Puis, pour chacun des treize départements, deux ou trois intervenants possible par département. Et qui choisissait les intervenants ? Les préfets dudit département ! Je résume : un débat présidé par un ministre avec les préfets qui choisissent qui peut intervenir !
Cela n'a pas empêché quand même un président d'association de maires ruraux d'aller au milieu des cireurs de pompes et d'avoir osé élever la voix et remettre en cause M. Macron.
Mais la voix des Gilets jaunes, la voix du peuple, elle, personne ne l'a fait entendre. C'est pourquoi je dis que c'était une véritable mascarade.

☐ **5 numéros "découverte" à *Informations ouvrières*** : 7 euros

Nom ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières.*

Pour tout contact : Parti Ouvrier Indépendant 67, 9 rue de Labaroche, bât. 5, 67100 STRASBOURG - poi.bas.rhin@gmail.com

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Paru dans ***Informations ouvrières*** n° 536, semaine du 17 au 23 janvier 2019

12 janvier : acte IX des gilets jaunes

Échos de nos correspondants

● Haute-Garonne : « Gilets jaunes, syndicalistes le Grand Débat, ON N'Y VA PAS ! »

DIMANCHE 6 JANVIER : ASSEMBLÉE DES GILETS JAUNES À TOULOUSE

Lors de l'assemblée des gilets jaunes à Toulouse, la décision est prise d'interpeller les organisations syndicales et d'organiser un rassemblement le jeudi 10 devant la Bourse du travail. L'union départementale CGT, informée de cette initiative, décide d'organiser un débat le jeudi 10 janvier et en informe les autres syndicats.

JEUDI 10 JANVIER : DANS LA GRANDE SALLE DE LA BOURSE DU TRAVAIL, SYNDICALISTES ET GILETS JAUNES MÊLÉS

Des centaines de personnes se retrouvent. Des dizaines revêtissent la chasuble emblématique du mouvement ; d'autres portent les couleurs traditionnelles du mouvement ouvrier et d'autres ne portent aucun signe distinctif. Une quarantaine d'interventions vont rythmer les deux heures de débat, la quasi-totalité des intervenants, gilets jaunes et syndicalistes, vont se concentrer sur la situation sans chercher à polémiquer et la plupart vont indiquer qu'il faut non seulement continuer le mouvement mais l'amplifier pour aller vers la grève générale. Dans la discussion, un militant CGT du bâtiment estime qu'*« il faut préparer la grève dans les boîtes dès maintenant »*. Une gilet jaune ajoute : *« Nous avons fait une commission GJ-syndicats pour aller soutenir les boîtes en grève. On a été divisé et là nous avons l'occasion de nous réunifier. »*

Un militant CGT, agent territorial, déclare aussi, suscitant un tonnerre d'applaudissements : *« Ce qu'il faut faire dès maintenant, c'est dire que le "grand débat national" que Macron veut organiser, il ne faut pas y aller, qu'on soit gilet jaune ou qu'on soit syndicaliste ! »*

Les propositions fusent, notamment pour la manifestation du samedi. Un responsable de l'UD CGT informe qu'*« avant chaque manifestation nous nous rassemblons à un point précis, c'est notre tradition, nous nous rassemblerons à 14 heures samedi »*… Et à l'adresse des gilets présents, il ajoute : *« Dites-nous où vous serez et nous vous rejoindrons. »*

SAMEDI 12 JANVIER : JONCTION DES DEUX MANIFESTATIONS

Le cortège CGT se constitue à Arnaud-Bernard pendant que celui des gilets jaunes (beaucoup plus massif) s'organise plus loin sur les boulevards. Quelques minutes après avoir quitté leurs points de rassemblement, les deux cortèges convergent l'un face à l'autre à quelques dizaines de mètres. Des deux côtés, les manifestants reprennent : *« Tous ensemble, tous ensemble »*, la fusion s'opère sans heurts ni invective et pendant deux heures, dans un parcours totalement improvisé, la foule beaucoup plus nombreuse que samedi dernier (certainement dans les dix mille) scande *« Macron démission »*, *« augmentation des salaires et des retraites »*.

À 16 h 30, deux heures après le départ, alors que la manifestation rejoint pour la seconde fois de l'après-midi la place du Capitole et que des milliers de manifestants rentrent par un côté de la place, les forces de police placées de l'autre côté gazent massivement la foule, provoquant une panique et précipitant ces milliers vers les petites rues adjacentes. Ceci étant, pendant ces deux heures, les uns et les autres ont pu discuter, échanger et se donner rendez-vous pour les blocages dès dimanche soir et pour le jeudi 17 janvier à l'occasion de la venue de Macron. ■

Le Medef livre le véritable objectif du grand débat

Dans un communiqué du 14 janvier, le Medef *« invite les entreprises et les entrepreneurs à participer largement à ce dialogue indispensable avec les Français »*. Il explique pourquoi : selon l'organisation patronale, le grand débat lancé par Macron *« doit permettre d'apaiser le pays, mais aussi et surtout de l'engager sur la voie d'une réforme acceptée et partagée »*. En clair : faire « accepter », faire « partager » les réformes de Macron contre les retraites, l'assurance chômage, la Sécu, pour les exonérations fiscales au bénéfice des patrons (57,4 milliards de dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'an dernier).

● Grenoble : « Par qui remplacer Macron ? Par nous ! »

Une prise de parole a lieu au parc Mistral. Un manifestant dit : *« On n'a pas besoin de chefs, on en a eu, on a vu ce que ça a donné. »* Un autre répond : *« Oui, mais on a quand même besoin de s'organiser. »* Dans le cortège, on scande : *« Macron, c'est toi qui dois faire des efforts »*, *« on n'est pas des fainéants ! »* ; d'autres : *« Macron, les gilets jaunes sont toujours là ! »*, *« le peuple en colère »*, *« Macron démission, Macron dégage »*. Un manifestant : *« Macron démission, oui mais si c'est pour en mettre un pareil ! Alors par qui le remplacer ? »* Un autre lance à la volée : *« Par nous ! »*

Lu sur des gilets : *« Macron, rend-nous notre référendum de 2005 et après tu viendras nous parler de démocratie »*, ainsi que l'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 qui reconnaît le droit à l'insurrection au peuple lorsque ses droits sont violés par le gouvernement. ■

Communiqué des Unions régionales d'Île-de-France (URIF)

Les URIF CGT, FO, FSU, Solidaires condamnent fermement l'attitude du gouvernement qui répond par une violente répression policière aux revendications qui continuent de s'exprimer dans tout le pays.

Les mesures annoncées par le Premier ministre, lundi 7 janvier, sont inacceptables : la stratégie de la radicalisation portée par le gouvernement ouvre une situation lourde de dangers pour les libertés démocratiques, en particulier pour la liberté de manifester qui ne saurait être restreinte, sous quelque prétexte que ce soit.

Les Urif CGT, FO, FSU, Solidaires considèrent que le « grand débat national » a en réalité pour seul objectif : le légitimer afin de l'aider à poursuivre sa politique de casse sociale. En ce sens, les organisations syndicales n'ont pas à participer au « grand débat national ».

L'heure n'est pas à la « concertation » mais à la riposte syndicale interprofessionnelle et à la mobilisation pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale :

• Arrêt de la répression policière ;
• Hausse immédiate du SMIC à 1 800 €;
• Augmentation générale des salaires et des pensions ;
• Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires ;
• Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie ;
• Développement de tous les services publics sur tous les territoires ;
• Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points ;
• Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE ;
• Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (lois « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron »…).

Les Urif CGT, FO, FSU, Solidaires appellent les salariés, les retraités, les privés d'emploi, à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire pour obtenir satisfaction sur les revendications, y compris par la grève, pour plus de justice sociale et fiscale. ■

Les agents des finances publiques de Gironde décident une grève reconductible

Les agents des finances publiques de la Gironde se sont réunis en assemblée générale le lundi 14 janvier 2019.
Le 7 janvier, les agents présents à une heure d'information syndicale, à l'appel de FO, de la CGT et de Solidaires, avaient décidé de mandater les sections syndicales pour déposer un cahier de revendications auprès de la directrice régionale.
Sans réponse de sa part, le principe de la grève reconductible avait été adopté.

Correspondant

Ce 14 janvier, les agents se sont d'abord massés sur les marches de la cité administrative pour accueillir la presse, appréciant la présence de cadres de la direction et leur inquiétude.

La direction ne communique qu'un chiffre global de grévistes, refusant à cette occasion de le communiquer par service : 294 grévistes sur 1 600 agents mais essentiellement des agents des services des impôts des particuliers et des services des impôts des entreprises à l'origine du mouvement.

CENTRES FERMÉS

Des trésoreries (Castelnau…), des centres des finances publiques de Langon, La Réole, Lesparre, Libourne, Arcachon (six sur neuf) sont fermés, le personnel de l'accueil de la cité administrative est en grève…

Un agent de la direction régionale présente un cahier de revendications de plusieurs services : l'augmentation du point d'indice revient plusieurs fois… cela rejoint la revendication d'une prise en compte du coût élevé de la vie à Bordeaux par la création d'une indemnité de résidence. Les agents n'arrivent plus à vivre décemment avec leur traitement.

Les déclarations du ministre Darmanin ne font pas illusion : *« Nous voulons une augmentation du point d'indice et pas de prime de 200 euros que certains toucheront et pas d'autres. » « Cette prime ne sert qu'à diviser les personnels, on ne la perçoit qu'une fois et elle ne compte pas pour la retraite ! »* Renseigner les contribuables pour le prélèvement à la source ? *« Mais nous n'avons pas encore fait la formation correspondante alors que la direction affirme à* Sud-Ouest *ce matin comme Darmanin que les agents sont bien formés ! »*

Dans l'assemblée générale, la discussion porte sur les revendications : arrêt des suppressions d'emplois, arrêt des fermetures de services.

La référence au mouvement des gilets jaunes revient à plusieurs reprises *: « Les gens se prennent en charge, il faut faire la même chose »*, *« le gouvernement pensait que le mouvement allait s'arrêter mais c'est comme notre direction qui pensait que la grève n'aurait pas lieu »*…

DES ÉQUIPES POUR ALLER DISCUTER AVEC LES COLLÈGUES

Les agents dans la salle sont calmes et sérieux. On sent une exaspération profonde. Les interventions sont précises.

Si les revendications ne posent pas de problèmes, la discussion sur « que faire » est parfois laborieuse et hésitante, le coût de la grève pèse sur les décisions : faut-il faire grève mercredi et se donner le temps de mobiliser ? Faut-il reconduire la grève et aller chercher les collègues ?

L'assemblée décide finalement la reconduction de la grève mardi 15 janvier et la constitution d'équipes qui dès 13 h 30 partent discuter avec les collègues de Mérignac, de Cenon et de la cité administrative. ■

☐ **5 numéros "découverte" à *Informations ouvrières*** : 7 euros

Nom ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières.*

Pour tout contact : Parti Ouvrier Indépendant 67, 9 rue de Labaroche, bât. 5, 67100 STRASBOURG - poi.bas.rhin@gmail.com

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Paru dans ***Informations ouvrières*** n° 535, semaine du 10 au 16 janvier 2019

Le 5 janvier, dans toute la France, les gilets jaunes manifestent en masse

Échos de nos correspondants

● PARIS

« La manifestation est un succès, et ce soir le gouvernement et BFM diront qu'on était quatre ! »

Il y a beaucoup de monde au départ de l'Hôtel de ville ce samedi 5 janvier, et ça ne désemplira pas tout au long du parcours. Lorsque la manifestation arrive sur les quais de la Seine de la rive gauche, on aperçoit le cortège très dense : sûrement plus de 10 000 manifestants. Le cortège est continu entre Notre-Dame et le pont des Arts. Un manifestant remarque : *« La manifestation est un succès, et ce soir le gouvernement et BFM diront qu'on était quatre ! »*

Dans les cortèges, on scande *« Macron démission »*, *« Emmanuel Macron, on vient te chercher chez toi »* (sur l'air de la chanson sur Benjamin Pavart à la Coupe du monde de football), on entend aussi une chanson contre Castaner.

La manifestation se déroule dans un très bon esprit. D'ailleurs plus tard, en fin d'après-midi, sur le parcours rue de Rivoli entre l'Hôtel de Ville et le Louvre, les passants continuent à faire leurs courses tranquillement.

Sur une banderole : *« Foutez la paix à Éric Drouet, occupez-vous de Benalla. »*

Sur le gilet jaune d'un manifestant qui travaille dans le transport, on lit la liste des privatisations et des casses sociales : retraite, Code du travail…

Des manifestants critiquent le comportement de certains dirigeants syndicalistes : *« C'est incroyable comment on a été insulté, traité de fachos… du coup on se méfie des syndicats. »*

Une autre répond : *« Je suis moi-même syndicaliste à la CGT et je ne partage pas du tout les positions de mes responsables départementaux et c'est le cas de beaucoup de militants dans mon syndicat, dans ma fédération. Beaucoup de militants CGT sont présents sur les ronds-points depuis le début du mouvement. Des UD, des fédérations ont appelé à soutenir le mouvement des gilets jaunes, ce qui a contraint Martinez à modifier ses propos. »*

Un candidat LFI aux législatives revient sur l'appel commun des confédérations du 6 décembre signé par FO et la CGT notamment avec la CFDT qu'il juge *« scandaleux »*. Un militant lui répond : *« Dans la CGT, ça a fait des vagues. Deux heures après la sortie de ce communiqué, le bureau confédéral se réunissait et sortait un communiqué à l'opposé disant que la CGT n'irait pas chez Pénicaud. »*

MANIFESTATION BLOQUÉE

Tout au long de la manifestation, les policiers ont gazé dès qu'il y avait le moindre écart, pour contraindre les manifestants à rester dans le « couloir » prévu. Les manifestants ne cherchent pas la confrontation et poursuivent la manifestation. Elle s'est arrêtée au niveau du musée d'Orsay : une rangée de camions de police était massée avant l'Assemblée nationale.

Des flics en armure étaient positionnés sur tous les ponts et dans les petites rues adjacentes afin d'empêcher les manifestants de traverser et de rejoindre l'Assemblée ou la Concorde. Les manifestants sont obligés de retourner vers Saint-Michel. Plusieurs centaines retournent au point de départ de la manifestation, place de l'Hôtel de Ville.

Dans le cortège, un jeune manifestant porte un gilet jaune avec Picsou dessus et *« le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple » : « J'ai 30 ans, je suis au chômage, on ne me propose que des contrats précaires. C'est quoi mon avenir ? »* Il manifeste avec un gilet jaune du Val-de-Marne qu'il a rencontré dans la manifestation et qui va l'héberger le soir. *« J'ai voté Mélenchon au premier tour en 2017 mais je n'ai pas voté au second tour : je ne choisis pas entre la peste et le choléra. »*

Plus loin, un manifestant porte son badge CGT sur son gilet jaune. Il travaille à la Ville de Paris en bibliothèque et est très énervé contre Hidalgo qui a refusé de donner une prime aux agents de la Ville !

PRISES DE PAROLE DEVANT L'HÔTEL DE VILLE

Devant l'Hôtel de Ville, plusieurs manifestants prennent la parole. Un premier dit : *« On est nombreux ! Comment peuvent-ils encore mentir sur le fait que la mobilisation serait en baisse ? Macron ne sait pas ce qu'est le peuple. »*

Un autre dit : *« Le RIC, est-ce que ça parle à tout le monde ? »* Les cinq cents présents répondent *« oui »*.

« Est-ce que le débat proposé par Macron qui est fait pour nous cadrer ça vous parle ?

– Non ! répond la foule.

– Des délégués dans les entreprises, des collectifs ?

– Non ! C'est trop tôt !

– Êtes-vous pour la démocratie représentative ?

– Non ! On ne veut pas de chef !

– Est-ce que quelqu'un veut d'une liste aux européennes ?

– Non ! »

Une manifestante intervient ensuite pour rappeler la tenue de la manifestation des femmes gilets jaunes à Paris et en province le dimanche 6 janvier.

Elle rappelle : *« C'est nous les femmes qui sommes les plus précaires : avec le temps partiel imposé, la charge des enfants qui nous revient souvent. Beaucoup de familles monoparentales sont des femmes. »*

À l'Hôtel de Ville, rendez-vous est pris entre les manifestants pour l'acte IX, le 12 janvier. ■

● LYON

La plus importante manifestation de gilets jaunes à Lyon depuis le début du mouvement

Ce samedi 5 décembre, à Lyon, dès la matinée, près de 400 gilets jaunes sillonnent la ville entre l'ancienne gare des Brotteaux et Bellecour. Puis, à 14 heures, un autre rendez-vous est fixé. La manifestation part dans les rues de Lyon, repoussée ici ou là par des tirs de lacrymogènes. Elle se déploie alors sur le quai de la rive droite du Rhône. Le cortège enfle au fur et à mesure, et ce sont 3 à 4 000 manifestants qui occupent alors l'autoroute A 7 à l'entrée de Lyon, dans le sens nord-sud, puis dans les deux sens. La manifestation, bloquée par la police qui envoie les gaz lacrymogènes, rejoint ensuite la rive gauche du Rhône.

C'est la plus importante manifestation de gilets jaunes à Lyon depuis le début du mouvement. Rejetés un peu partout des ronds-points par les interventions policières, nombre de gilets jaunes ont cette fois conflué à Lyon en groupe, en famille, pour montrer que concrètement aux annonces, la mobilisation ne faiblit pas, la masse est là. Les déclarations guerrières de Macron dans son discours du Nouvel An, puis celles de ses serviteurs, sont partout dans les discussions. Tous sont là pour dire : nous ne sommes pas des terroristes, des moins que rien comme les propos de Macron et ses ministres le prétendent, ils ne nous feront pas reculer. Il y a une forme de défi lancé à Macron… ■

● VALENCE (DRÔME)

Deux fois plus de manifestants que la fois précédente

Plus de 2 000 manifestants gilets jaunes le 5 janvier (deux fois plus qu'à la précédente manifestation). Un rassemblement impressionnant pour une reprise au lendemain des fêtes, avec de nombreux groupes de la Drôme et de l'Ardèche. Et sans heurts, la police s'étant faite discrète.

Principal mot d'ordre repris massivement : « Macron démission. » Autre discussion : la question du grand débat de Macron : « Pipeau, on n'a rien à y faire… » Une liste de quarante-sept revendications, sorte de plan d'urgence à discuter, circulait, parmi lesquelles zéro SDF ; SMIC à 1 300 euros net ; fin de la hausse des taxes sur les carburants ; pas de retraite en dessous de 1 200 euros ; que des emplois soient créés pour les chômeurs ; maximum de vingt-cinq élèves par classe de la maternelle à la terminale ; des moyens conséquents apportés à la psychiatrie ; pas de prélèvement à la source ; fin des indemnités présidentielles à vie… ■

« M. Macron, vous avez fait tirer sur le Peuple (…). La seule violence, c'est celle que vous leur faites. »

■ La lettre ouverte de **Hervé Féron,** maire de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle), à **Emmanuel Macron (31 décembre)**

« Monsieur le Président, je vous fais une lettre, que vous lirez peut-être… si vous avez le temps. Ce dernier soir de l'année, vous vous adresserez aux Français à la télévision (…).

Assis donc sur le trône triste de l'illégitimité, drapé de votre solitude amère, vous contemplez avec dédain le Peuple habillé de jaune qui vous crie sa colère, quand votre cote de popularité a pulvérisé tous les records en s'effondrant en dessous des 18 %.

Ces gilets jaunes, vous tentez de les dissoudre, de vous en débarrasser (…).

J'ai vu des retraités dans la rue, des femmes avec des enfants, des travailleurs pauvres, des gens inoffensifs que vous avez fait gazer, par l'envoi de grenades lacrymogènes, vous avez fait utiliser les flash-balls sur des Français non violents, sous prétexte qu'ailleurs, à d'autres moments, il y avait eu des violences inadmissibles ! J'ai vu des femmes, des personnes âgées, les yeux rougis, verser des larmes dues autant au gaz lacrymogène qu'à la tristesse et au dépit.

Vous avez fait tirer sur le Peuple (…). La seule violence, c'est celle que vous leur faites. Vous êtes dans l'erreur, Monsieur le Président.

Sur le fond, les Français sont très largement favorables aux gilets jaunes. Traquez-les, chassez-les, gazez-les, d'autres reviendront de partout, par les rues adjacentes. C'est inéluctable (…). »

(Extraits de la vidéo du maire, vue plus d'un million de fois) ■

☐ Je m'abonne à *Informations ouvrières*

Remplir lisiblement et en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

☐ **5 numéros "découverte"** : 7 euros • ☐ **12 numéros :** 17 euros • ☐ **4 mois (17 numéros) :** 24 euros

☐ **6 mois (25 numéros) :** 33 euros • ☐ **1 an (51 numéros) :** 65 euros • ☐ **1 an, pli clos :** 110 euros

☐ **12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement**

Comité : ..... Département : .....

Nom ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières,* 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières.*

Pour tout contact : Parti Ouvrier Indépendant 67, 9 rue de Labaroche, bât. 5, 67100 STRASBOURG - poi.bas.rhin@gmail.com